

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement, Inter Entreprise

SOMMAIRE

LETTRE AUX CAMARADES

LA GREVE DE LA FAIM

CORRESPONDANCE

(lettre de Bretagne ,lettre des USA)

DOCUMENTS

(socialisme d'Etat et socialisme libertaire)

LE NUMÉRO

mensuel

0,30 NF

Numéro 10

JUILLET-AOUT 1962

Lettre aux camarades

Ce numéro réduit de vacances est le dixième de la nouvelle formule d'I.C.O.

Nous n'avons rien à cacher derrière la façade imprimée de notre première page. I.C.O. est sorti de la rencontre de quelques camarades, tous travailleurs (ouvriers, employés, techniciens) qui ont participé vers 1958 à des tentatives de regroupement. Comme encore maintenant le point d'affrontement était la "question syndicale", les uns voulant travailler "dans" le syndicat pour le "régénérer", les autres voulant oeuvrer uniquement pour "l'organisation propre" (parti ouvrier ou syndicat révolutionnaire), d'autres enfin, de beaucoup les moins nombreux, essayant de voir clair d'abord dans la société d'aujourd'hui, de lutter contre toutes les mystifications, de chercher où se situait la lutte de classe, mais n'éprouvant nullement le besoin de fixer un programme, ou d'entrer dans une organisation, ou d'en constituer une autre, ou de lancer dans les entreprises de manière totalement irréaliste, des mots d'ordre "révolutionnaires".

Le petit groupe de camarades de Paris, qui s'intitule "regroupement Inter-Entreprise", n'a cherché à affirmer au départ que cette position commune, ce qui a donné cette modeste profession de foi, qui figure à la dernière page de chaque bulletin.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas entre nous des différends, des divergences. Des camarades sont venus nous rejoindre un moment, puis sont repartis parce que précisément, dans la période "agitée" qui vient de se terminer avec la guerre d'Algérie, nous ne répondions pas à leur besoin d'activisme à tout prix, et que nous jugions d'une manière trop réaliste les possibilités d'une action ouvrière. Quelle que soit notre formation, il nous paraît plus important de confronter les idées - personnelles ou acquises dans des groupes - à notre expérience de travailleur à ce que nous affrontons chaque jour du patronat, des syndicats, des cadres, des autres travailleurs.

Cette confrontation, mettons de la théorie et de la pratique, nous la faisons avant de créer le bulletin, et nous sommes bien décidés à la poursuivre. Mais nous ne pensons nullement que la forme que nous nous sommes donnée, que la parution de ce bulletin, constituent un modèle ou une tâche à continuer à tout prix. D'autres événements, d'autres contacts, peuvent modifier ce que nous faisons en ce moment. La continuité de notre effort, le sens de notre lutte important plus que les formes provisoires qu'elle peut prendre.

Le bilan d'I.C.O. après ces 10 numéros est le suivant: 4 à 500 numéros diffusés régulièrement chaque mois; une cinquantaine d'abonnements, une trentaine vendus au numéro, 150 diffusés autour de nous, dans les entreprises ou à des sympathisants isolés. Le reste: échange, diffusion de propagande. On peut en être optimiste ou pessimiste, mais c'est sans intérêt. Financièrement, il n'y a pas de problème: les camarades de Paris et les abonnements couvrent les frais-réduits-de ronéotage et d'expédition (de l'ordre de 100 NF par mois).

Nous pourrions sortir les formules consacrées qu'une amélioration du tirage et de la présentation dépend des abonnements et des efforts des lecteurs des efforts de diffusion et de prospection, etc... Nous pourrions demander à tous les camarades recevant ce bulletin depuis un certain temps de nous dire s'ils désirent toujours recevoir régulièrement notre prose, même sans nous donner leur avis sur ce que nous écrivons.

Tout ceci peut paraître important parce que les tâches matérielles accaparent quelques camarades mais il est vraiment trop facile de se lancer dans une telle entreprise et de crier à l'aide en disant qu'elle est trop lourde.

Ce qui compte, ce n'est ni le tirage, ni la régularité, ni le remplissage des colonnes, mais c'est avant tout le contenu du bulletin qui doit amener les camarades à s'y intéresser et peut-être à écrire.

Dans la rédaction, nous avons essayé d'éviter des écueils que nous jugeons importants parce qu'ils expriment au fond notre position:

- nous essayons d'ouvrir un débat: qu'on nous comprenne bien: ce n'est ni le forum, ni le débat de salon; mais de définir la lutte de classe, les syndicats, le capitalisme tels qu'ils sont, tels que nous les affrontons et non pas tels que nous avons pu l'apprendre dans les livres ou dans un parti. Beaucoup de camarades rompent la discussion, se fâchent même pour ne pas avoir à regarder en face une réalité qui ne correspond plus à leurs schémas.
- nous essayons d'éviter les discussions de "chapelle": cela concerne à la fois les grandes organisations ainsi que les petits groupes; des polémiques se situent presque toujours à un niveau tel qu'elles passent par dessus la tête de la plupart des camarades, à la fois par l'érudition historique (plus ou moins déformée), par les sous-entendus compris seulement des initiés à la "politique", par le langage employé (les mêmes mots ont souvent des sens différents suivant ceux qui les emploient).
- exprimer les idées clairement, en langage clair ce qui proscrit l'emploi du jargon politique ou philosophique qui rebute si souvent, comme aussi de la littérature jusqu'aboutiste ou au vitriol, qui souvent est bien creuse.

Nous ne pensons pas que nous ayons entièrement réussi dans cette voie; c'est pour cela que nous souhaiterions connaître l'intérêt et les critiques relatifs à ce que nous avons fait paraître jusqu'ici.

- sur l'orientation générale: si le sens des articles correspond bien à notre ambition de recherche des rapports de classe dans la société.
- sur les informations: si les différentes rubriques (travailleurs en France ou dans le monde, l'évolution des syndicats, documents) sont bien le cadre d'une telle recherche. Par exemple devrions-nous aborder d'autres sujets - toujours du domaine concret - ouvrir des polémiques régulières

avec d'autres publications (par la voie de la critique des revues).

- sur la correspondance: devons-nous faire un tri préalable, ou publier toutes les lettres de camarades, quitte à publier les réponses ou les observations, ou bien publier ce que nous jugeons intéressant mais seulement avec l'accord du correspondant (il est bien évident que nous ne publierons jamais une lettre si le camarade qui l'a écrite nous demande expressément de ne pas le faire - nous tiendrons compte de ses idées, de ses critiques sans le citer; nous comprenons fort bien les raisons particulières qui peuvent conduire un camarade à adopter cette position).

Enfin, nous avons conscience d'être arrivés à un moment - la fin de la guerre d'Algérie - où nous devrions essayer de nous atteler à une mise au point plus large, de ce qui nous semble acquis, ce qui conduirait à modifier la dernière page du bulletin. Essayer de définir ce qu'est notre société, les classes sociales, la lutte de classe. Peut-être, nous n'irons pas loin dans cette voie, mais c'est la tâche que nous pouvons nous fixer pour l'année à venir tout en continuant notre effort de démystification par l'information de ce que nous pouvons connaître et de discussion à propos des problèmes concrets que nous affrontons. C'est en cela, et pour que notre effort soit le plus large possible que nous appelons les camarades à nous aider ou à nous écrire.

NOUS AVONS CONSCIENCE AVANT TOUT, NON PAS DE CONSTRUIRE QUELQUE CHOSE, MAIS D'ETRE UN DES MAILLONS OBSCURS DE LA LUTTE DE CLASSE, QUI CONTINUE ENVERS ET CONTRE TOUS.

la grève de la faim

Un groupe de camarades a mis par écrit ses réflexions sur la grève de la faim de Louis Lecoin, en faveur des objecteurs de conscience. Ce texte a le mérite de sortir cette action de son cadre particulier et de le replacer dans celui de la société entière.

Louis Lecoin a fait la grève de la faim durant 82 jours pour obtenir un statut en faveur des objecteurs de conscience. Nous ne pouvons qu'admirer l'acte de ce vieux militant pacifiste et également anarchiste que nous connaissons depuis longtemps et dont le passé est sans reproche. Son sacrifice a fait plier le gouvernement, qui a promis un statut et la sortie de prisons des objecteurs de conscience. Ce geste peut nous faire réfléchir sur de nombreuses questions:

1- Certains de nos camarades pensent que dans l'état actuel des choses des actes terroristes seraient nécessaires pour réveiller la "masse". Le geste de Lecoin à mon avis, entre dans ce cadre. Cela ne fait sans doute pas autant de bruit que les actes de terrorisme en France en 1893/1894 qui venaient également après une période de léthargie de vingt années de la part de la classe ouvrière mais qui en fait ont ouvert la voie au syndicalisme révolutionnaire qui a été florissant de 1895 à 1910. L'acte de Lecoin a peut-être réveillé quelques militants, à la première manifestation nous étions environ deux cents, à la troisième quinze cents, il est évident que les travailleurs ont dû faire des heures supplémentaires ce jour là, il n'y en avait pas ainsi dire pas, ils préfèrent les enterrements en grande pompe.

2- La grève de la faim semble avoir encore une certaine valeur, contrairement aux autres grèves. Elle n'est pas officialisée, celui qui la fait risque sa vie, et, du moment qu'il y a risque certain, la valeur de ce geste est beaucoup plus importante et beaucoup plus efficace. Ce qui a tué les grèves ordinaires, c'est bien le manque de risque sérieux, cette officialisation qui pratiquement la transforme en sabre de bois. Le gouvernement ou le patronat attendent que la mauvaise humeur soit passée, les grévistes risquent une heure, deux heures, un jour ou plus, il y a la plupart du temps perte des salaires, mais cela ne représente pas un risque assez important, un risque valable qui fait que le mouvement soit net et puisse être mené à bonne fin (souvent même, dans certaines corporations, les heures de grève sont compensées par des heures supplémentaires).

3- Le problème soulevé par Lecoin repose également le problème du réformisme. Les objecteurs auront un statut et pourront vraisemblablement ne plus porter l'habit militaire mais accomplir un "service civil". Cela ne résoud pas le problème de la guerre. La guerre est envahissante aujourd'hui et toute l'économie travaille pour la guerre. Le véritable objecteur, celui qui refuse de faire quelque chose pour la guerre sera toujours obligatoirement emprisonné. Il dira toujours NON à l'Etat, quelque soit le statut adopté. La question de l'objection de conscience sera toujours posée malgré un statut en bonne et due forme.

4- Le statut sera comme toutes les choses qui ont été acceptées par l'Etat, comme le droit de grève, comme tout ce qu'on peut appeler les améliorations sociales. L'Etat se dira démocratique, se fera une nouvelle virginité. C'est en quelque sorte apporter de l'eau à son moulin exactement comme en apporte les artistes les allocations familiales, les chomonniers, les congés payés, la presse relativement libre, les syndicats, les partis, etc...

Dans plusieurs années, lorsque ce sera bien rôdé, ceux qui profiteront de ce statut ne sauront même plus ce que cela signifie, ce sera l'habitude d'une secte comme nous le voyons dans d'autres pays, ce sera la coutume dans une famille, dans un groupe.

Lecoin a fait une action individuelle remarquable, mais il est nécessaire d'en tirer quelques conclusions.

Correspondance

Sur les mouvements paysans - Lettre d'un camarade de Bretagne:

Depuis plusieurs années "une agitation paysanne" apparaît régulièrement avec l'été et les récoltes. Cette année, l'entrée en vigueur du Marché Commun agricole, le bruit fait autour de prétendues "réformes" attirent plus l'attention sur des mouvements dont certains ne manquent pas d'être spectaculaires. Il ne s'agit pas de donner une importance démesurée à des actions très diversifiées et assez sporadiques: mais elles n'en expriment pas moins, à leur niveau, la lutte d'une classe sociale contre des modifications profondes de structure apportées par l'évolution du capitalisme.

La lettre que nous avons reçue d'un camarade de Bretagne relate des faits précis dans le cadre particulier d'une région (trop précis et trop particuliers diront peut-être certains) avec l'inévitable passion que l'on peut mettre à exposer les choses qui vous touchent de près. En reproduisant cette lettre et en y ajoutant quelques commentaires, nous ne pensons pas avoir fait le tour du "problème agricole" en France, mais nous espérons rendre perceptible à la fois son évolution et sa complexité.

"... Je vais te dire tout de suite que j'habite exactement à 40 mètres du cousin du grand Président de la C.G.A., Monsieur Mevellec; un autre frère de ce syndicaliste est à 800 mètres d'ici aussi, mais pas dans la même commune. Le grand Président est à 6 km au plus d'ici.

"Tous ces gens syndicalistes, tels Monsieur Mevellec, Gourvennec, sont de gros propriétaires fonciers, ainsi que le délégué de chaque commune. Ici, à Trégourez, le délégué de la C.G.A. a deux fermes, le vice-président une immense exploitation et conseiller municipal communiste. Ces bonzes syndicaux ont à leur disposition plus de 40 à 50 millions de biens sans compter l'argent placé au crédit mutuel agricole. Ils ont deux ou trois valets de ferme, toutes les machines modernes ainsi que toutes les installations, y compris l'eau du bourg.

"Tout le monde fait erreur, le syndicat des exploitants (C.G.A.) groupe toute une bourgeoisie qui veut faire crever les petits et moyens fermiers. Cette bourgeoisie a su sauver ses meubles en prenant le titre de C.G.A. A cette organisation, il faut leur laisser les terres et principalement aux gros agriculteurs syndiqués qui achètent tous les "Pen-Ty" (fermette de 1ha à 3 ha 50 ca), avec des prix extravagants, ainsi que tous les champs et prairies au prix de 800.000 F l'ha pour faire de belles pâtures pour leur immense élevage.

"Reste les petites fermettes (1ha à 3ha 50 ca) productrices d'artichauts dans le Nord-Finistère dont les petits exploitants ont eu la vie dure avec la CGA. Elle a empêché les petits producteurs indépendants de vendre leurs artichauts s'ils ne passaient pas par une organisation hiérarchisée par elle, c'est-à-dire la SICA. Et ces petits fermiers au lieu de se plier à un organisme syndicaliste étatisé ont semé tous leurs artichauts sur 13 kms de St Rl-de-Léon à Morlaix. La SICA est un

groupement reconnu par l'Etat et soit disant pour l'amélioration, et sans compter les bénéficiaires et les bonnes places de direction réservées aux gros propriétaires fermiers, soit encore pour un de leurs enfants (ou copain de la classe bourgeoise)

"Comme ça on dit que personne ne reste plus à la campagne. Qu'est-ce qu'un ouvrier agricole intelligent pourrait-il faire puisque toutes les fermettes "Pen-Ty" sont vendues trop cher et à des prix inabornables. Il n'est plus de mode de voir un commis de ferme qui a sa femme et ses enfants logés dans l'exploitation. Même ayant un travail stable, où va-t-il aller ce commis agricole, sans logement et s'il y a un logement il faut donner des salutes aux frères et sœurs en mettant la fermette en vente; automatiquement, c'est le gros propriétaire qui aura la fermette. Un autre cas, si cet ouvrier agricole trouve un terrain à bâtir, impossible de le faire s'il n'y a pas 7.500 m² ou 75 ares (imposé par l'Administration) au prix de 1 million l'ha (frais compris), plus la construction (minimum 2 millions) c'est trop lourd pour une telle charge, et par ici, tous les ouvriers agricoles partent aux Etats-Unis, au Canada, en Haute-Vienne, et en Dordogne.

"Devant un tel problème, si les frères et sœurs s'arrangent au lieu de vendre la petite fermette aux gros propriétaires bourgeois syndiqués à la CGA ils peuvent en étant solidaires, créer un petit élevage ou une porcherie industrielle.

"Pour avoir cet élevage ou cette porcherie, cela ne va pas sans mal. Rude labeur pour ces petits débutants qui ne veulent à aucun prix quitter le pays. Alors, ils font un nantissement, sur la propriété auprès des grosses sociétés telles que Duquesne-Purina, Sanders, etc... pour fournir des aliments à leurs volailles ou porcs. On ne paie les produits que quand la volaille ou les porcs sont partis. Très peu de bénéfices en ce moment, sauf pour ceux qui ont débuté en 1946. Pour rembourser un nantissement, il faut vraiment calculer.

"A mon avis, ces producteurs (poules ou porcs) ne sont pas des bourgeois. Le tout marche automatiquement et n'emploie pas de main-d'oeuvre, leur grand mal est de rembourser à temps, et s'ils ne le font pas ou ne peuvent pas, ils sont ruinés sur le coup. Pourtant beaucoup diront que ces éleveurs ont 2000 poulettes de ponte ou de chair, ou 200 ou 300 cochons. Ce sont des pauvres à côté des gros fermiers propriétaires de père en fils.

"La haine et la férocité bourgeoise (CGA) ont voulu traquer ces éleveurs en mettant le feu ou en ouvrant toutes les portes de la porcherie pour que les cochons aillent dans les bois. A Quimper, lors du passage du Tour de France, la CGA a arraché tous les cages de cochons aux vendeurs qui vendaient 14.000 Frs le couple. La consigne était de ne pas vendre moins de 16.000 Frs et au-delà. A mon avis, ce n'est pas une victoire pour la CGA. Pire, ces bonzes syndicaux se sont permis d'en envoyer dans le cabinet du Préfet. Celui qui n'a que ses deux bras pour travailler, c'est déjà cher 14.000 Frs. Ainsi, c'est de la mauvaise foi de la CGA, qui ne veut pas produire, pas plus que les agriculteurs affiliés à cette organisation, des cochons à bas prix qu'achèteraient la porcherie industrielle. Voilà les incidents journaliers du monde paysan et dont l'énigme est toute trouvée: 1) c'est la lutte des producteurs indépendants d'artichauts, contre les organismes d'Etat nommé SICA, patronné par la CGA. 2) C'est la lutte imposée par les paysans de la CGA contre les producteurs libres, de cochons ou de volailles.

"Soyons logique, la production industrielle du cochon n'enrichira jamais le producteur nanti par les prêts de la Société, même s'il avait 500 cochons, tandis qu'un paysan qui aurait 20 Cochons, ferait plus de bénéfices que ce producteur ou éleveur. Pourquoi? N'oublions pas qu'un sac d'orge de 50 kilos vaut 3500 F

un sac de pommes de terre 600 Frs, l'éleveur doit les acheter, ou l'équivalent en produits industriels. Le paysan a son orge, son avoine, et en plus de la sélection de pommes de terre qui rapporte 400.000 Frs l'ha., les déchets servent pour l'alimentation des cochons.

"Par ici, c'est courant de voir 20 ou 25 cochons par ferme, nourris avec les déchets de sélection.... Le paysans, en plus de ses cochons et de sa sélection de pommes de terre, a en général, 35 à 40 bêtes à cornes; gain annuel: 3.500.000 Frs et davantage. Ici, le cousin de Mévellec, à 40 mètres de mon domicile, est un acharné de la CGA et a 23 millions de placés au Crédit Mutuel agricole. Il y a des collègues qui ont voulu des prêts, il les refusent tous, et tout fièrement il dit qu'il touche l'argent d'un tracteur neuf, tout équipé tous les ans, avec l'intérêt de son capital. C'est affreux pour être le cousin du chef syndicaliste CGA. Pour ces "gros" l'ouvrier est un gibier de potence, et tout non-conformiste a une vie d'enfer."

Commentaire: l'un des traits principaux du régime gaulliste c'est qu'il voit s'accélérer le mouvement de concentration, c'est-à-dire de développement des grandes entreprises au dépens des petites exploitations notamment dans le commerce et dans l'agriculture. Cette concentration se fait de manières très diverses parfois en apparence contradictoires, mais qui aboutissent à un même résultat: création de grosses unités de production "rentables" selon les règles capitalistes:

- il y a les regroupements de fermes achetées par ceux, paysans ou non qui possèdent des capitaux (commerçants, négociants, pieds noirs, étrangers, sociétés industrielles (laitières, de conserverie, chaînes de grands magasins, etc...
- il y a la force-coopérative qui permet d'assurer la prééminence des moyens et gros agriculteurs sur les petits, l'élimination se faisant par le canal des syndicats agricoles, l'attribution des crédits, la location de matériel, l'écoulement des produits, etc...
- il y a l'industrialisation camouflée des "contrats d'enchaînements" pour l'élevage des poulets ou des cochons, pour le compte des trusts de l'alimentation.

Les "résistances" actuelles montrent qu'il s'agit non pas d'un mouvement à son début, mais d'une évolution dont les conséquences sont déjà bien marquées. On pourrait discuter de la solution d'un tel problème dans une société socialiste (solution qui ne signifierait pas la domination des secteurs industriels considérés comme "avancés" sur les secteurs agricoles considérés comme "arriérés") mais qui essaierait de respecter dans toute sa valeur ce lien de l'homme avec la terre qu'il cultive, (qui n'a rien à voir avec la propriété) tout en lui faisant l'apport maximum du progrès technique. Mais ce n'est le souci ni des gros, syndicalistes ou non, ni des petits, qui se défendent ou non de la "liberté"; de plus gros et petits disposent d'un prolétariat agricole dont personne ne parle, mais dont on connaît mal les conditions d'exploitation.

Les particularismes locaux et les différentes voies de la concentration (notamment la voie du syndicalisme agricole qui se relie à l'apparition de la bureaucratie dans l'Etat) font que cette agitation prend des détours bien imprévus qui laissent parfois perplexes. Il s'agit uniquement de défense de positions acquises. Nous pensons seulement insister ici sur le rôle joué par le syndicalisme agricole

qui bénéficie de l'appui des pouvoirs publics, et dont l'action rejoint les intérêts du grand capital dans la simplification des circuits commerciaux, dans l'abaissement des prix agricoles (entrée dans le Marché Commun), dans la prolétarianisation d'une partie des agriculteurs (main d'oeuvre nécessaire à l'industrie) dans le développement des investissements dans l'agriculture (apports des capitaux extérieurs qui retournent à l'industrie par l'achat de matériel).

- d'un camarade français résidant New-York:

"... Je ne suis pas sûr qu'il soit impossible" aux USA de travailler avec les syndicats qui sont très différents selon leur degré de pourriture, de criminalité, de pénétration politique et surtout selon la personnalité de leur chef.....

"Au sujet de l'embourgeoisement ouvrier, il me semble que passée une période d'embourgeoisement et d'équipement matériel (bagnole, frigidaire, etc...) les ouvriers, employés nouvelle manière, "bourgeois" si on veut, ne sont pas forcément incapables de luttes violentes et perdus pour "la Révolution". Je crois plutôt qu'ils modifient l'aspect des conditions révolutionnaires, mais que les rejeter ou les mépriser, au nom du schéma révolutionnaire ancien, revient à prendre nous-mêmes une position conservatrice, car la classe ouvrière embourgeoisée matériellement, ne se "débourgeoisera" pas. Je ne pense pas que cela fasse disparaître la perspective révolutionnaire. Je peux me gourrer, bien sûr, mais je crois de plus en plus, qu'il faut prendre les gens comme ils sont."

"Nous suivons actuellement avec les copains une petite grève importante sur le plan moral. Après la grève brutale d'un hôpital à Manhattan il y a quatre mois, des accords ont été conclus et généralement respectés, seul un hôpital de Brooklyn refuse de les appliquer, ses directeurs étant de gros capitalistes et politiciens de droite. La lutte est violente (il y a eu bagarres, flics à cheval, etc..) le chef du syndicat national (et non du syndicat de cet hôpital) a été foutu en taule pour 30 jours ce qui est excellent pour le moral des gars (Nègres et Porto-Ricains) Le syndicat dans cette affaire est moteur et coordinateur, on ne peut pas être contre dans ce cas. La grève dure depuis 15 jours et une copine qui participe chaque jour aux piquets m'a dit qu'ils vont sans doute gagner. C'est important d'autant plus que les grévistes sont noirs ou porto-ricains (et gagnent de 35 à 45 dollars par semaine, soit de 70.000 à 90.000 frs par mois ce qui représente en pouvoir d'achat un salaire de 35.000 mensuel en France !)

..... Les cannes américains s'intéressent-ils à ces questions ou leur attention est-elle monopolisée par l'Algérie, le fascisme? Nous sommes ici à peu près bien informés (l'Express par avion nous arrive le samedi); mais cela ne remplace pas une bonne information quotidienne impossible à avoir ici (Le Monde coûte 175 Frs et par avion il arrive, quand il arrive, avec la plus grande fantaisie). Les cannes américains donnent peu d'informations et mon anglais ne me permet pas de saisir les nuances.

Les Américains révolutionnaires disent qu'il y a un problème du fascisme ici et que si le fascisme triomphait aux USA il serait aussi terrible que le

nazisme. Je tâcherai de m'informer pour mieux comprendre cela. Bien sûr dans une telle éventualité le problème racial ici exploserait sauvagement. A ce sujet, je suis allé courageusement à la réunion des Moslins à Harlem. Il est de fait qu'étant le seul blanc dans cet énorme meeting, on m'a fait si j'ose dire, grise mine, mais je n'ai pas été lynché. Il faut dire que les Moslins sont le seul parti noir "révolutionnaire" (et fascisant selon moi). Il est raciste, se proclame tel, et est parait-il d'accord avec les racistes blancs pour la ségrégation totale (création d'un Etat nègre américain). Ils se prétendent musulmans, et certains d'entre eux s'habillent comme les africains musulmans et s'affublent de surnoms musulmans...."

Documents

Les conceptions des ouvriers sur une société de l'avenir ne peuvent pas être formées arbitrairement par la propagande des syndicats ou des partis. Ces conceptions sont peu ou prou le produit naturel de la forme de la lutte de classe des ouvriers. Ils projettent dans l'avenir la forme de leurs organisations de lutte

Tant que la vie économique n'était pas encore concentrée, la lutte pour l'amélioration des conditions de travail était soutenue par un petit nombre d'ouvriers alors que les ouvriers eux-mêmes jouaient un rôle important dans la direction et le cours de la lutte. La majorité des ouvriers n'était pas encore organisée et ne se faisait aucune image d'une société socialiste. Seule une minorité des travailleurs organisés pensait à une société socialiste qui serait fondée sur la coopération de toutes les associations des travailleurs, une société réglée par eux-mêmes. L'Etat n'avait rien à chercher dans la vie économique et sociale. Le socialisme libertaire était un produit naturel de la lutte indépendante des travailleurs.

Plus tard, les travailleurs furent organisés sur une grande échelle tandis que les dirigeants des partis et des syndicats se présentaient comme les généraux d'une grande armée. Le travail essentiel concernant la tactique de l'organisation des mouvements pratiques était surtout la tâche des dirigeants, les travailleurs n'étant en principe, que des exécutants. Les rapports entre les ouvriers et les dirigeants projetés dans une société socialiste donneraient l'image d'une société où les ouvriers sont également réduits au rôle d'exécutants. L'opinion des ouvriers concernant l'Etat changeait aussi. Les réformes sociales venaient pour une bonne part de l'Etat. Ainsi, l'Etat, n'était plus seulement vu comme une institution d'oppression de la classe ouvrière, mais aussi comme un levier pour le socialisme. Mais ce socialisme n'était pas conçu comme une coopération des associations ouvrières, ni comme un socialisme libertaire, c'était plutôt un socialisme d'Etat.

Une explication plus profonde de la domination des idées du socialisme d'Etat se trouve dans la possibilité pour les travailleurs d'élargir leur base de vie sous le capitalisme grâce aux méthodes parlementaires et aux syndicats fortement centralisés. Aussi longtemps qu'il semble possible d'améliorer l'existence matérielle par ces moyens, les idées d'un socialisme libertaire ne peuvent pas se produire. Mais les mouvements ouvriers plus ou moins indépendants des organisations officielles dans les pays industrialisés, les mouvements sauvages, indiquent que la confiance dans les méthodes parlementaires et syndicales commence à être ébranlée. Nous voulons dire par là que si le parlementarisme et la collaboration des syndicats

avec le capital ne fournissent plus assez de résultats pour la classe des salariés, il sera inévitable que se créent de nouvelles formes de lutte ou que la direction de la lutte repose dans les mains des participants.

Si cette forme de lutte devient courante, ancrée dans la mentalité ouvrière, les opinions des travailleurs concernant une société socialiste prendront la forme d'une société gérée par la population laborieuse elle-même. Si les travailleurs se montrent incapables de gérer leur propre lutte, ils seront incapables de gérer la société. Si les travailleurs ne peuvent pas gérer la société, d'autres le feront à leur place, ce sont les travailleurs qui en subissent les conséquences. Actuellement, il leur manque cette conviction qui ne peut être que le produit de la lutte contre l'Etat, les entrepreneurs, les partis et les syndicats.

(ce passage est extrait d'un texte écrit par un camarade hollandais)

LA LUTTE DE CLASSE EN RUSSIE

Selon le Daily Telegraph (journal conservateur de Londres, des "désordres graves" se seraient produits en Russie du Sud, dans la région de Rostov sur le Don:

" Les émeutes ont été réprimées par la troupe et il y a eu de nombreux tués. Les manifestants protestaient contre la hausse du coût de la vie et contre la pénurie de viande et d'autres denrées essentielles. Les autorités soviétiques ont isolé la région, coupant toute communication "

Le rôle du syndicat dans l'Algérie indépendante "

(extrait du projet de programme présenté au C N R A par la Fédération de France du FLN)

"... Il faut extirper des esprits la conception occidentale du syndicalisme ..qui consiste à ne voir dans le syndicat qu'un instrument de revendications sociales ...Pour les raisons qui justifient la condamnation du multipartisme, il ne peut y avoir en Algérie qu'une organisation syndicale unique... Il (le syndicat) constitue une véritable courroie de transmission entre les travailleurs et l'organisme dirigeant de l'économie nationale.. "

INFORMATIONS CORRESPONDANCE OUVRIERES (regroupement interentreprise)

Correspondance : P. BLANCHIER - 13 bis Rue Labois Rouillon - PARIS (19eme)

Abonnements : Un an - 10 numéros - 2,50 NF

Versements : LEGRIS c/cp. 4560-49 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Gérant : P. BLANCHIER